

« L'Algérie n'était pas comme les autres colonies »



Spécialiste de l'histoire de l'Algérie, où il est né en 1950, Benjamin Stora a rédigé un rapport en janvier 2021 sur les questions mémorielles liées à la guerre d'Algérie. L'historien décrypte ce conflit complexe.

Selon l'historien Pierre Nora, « l'histoire rassemble, la mémoire divise ». Pourquoi alors, le travail des historiens a-t-il tant de mal à rassembler les mémoires sur la guerre d'Algérie ?

Le travail des historiens est considérable sur la guerre d'Algérie. À la fin des années 1990, j'avais recensé près de 3 000 ouvrages. Pourquoi est-ce si difficile ? Parce que, déjà, l'Algérie n'était pas une colonie française comme les autres. Contrairement au Maroc, à la Tunisie, au Sénégal ou à l'Indochine, c'était des départements français, une partie du territoire national.

La fin de l'Algérie française a été ressentie comme une amputation d'une partie de la France, réduite ainsi à l'Hexagone. Ça a ouvert une crise du nationalisme français.

La cohabitation entre les communautés dans l'Algérie française n'a pourtant jamais été réelle...

Il y avait les drapeaux, le kiosque à musique, les allées bordées de platanes, la mairie en face de l'église. On avait l'illusion de vivre dans une petite France reconstituée, mais avec un problème central. C'était à la fois la France et pas la France puisque la majorité, les Français musulmans, n'avait pas les mêmes droits que les citoyens français. On vivait dans une sorte de théâtre, de fiction.

Les gens vivaient dans le même espace, mais avec aussi une différenciation sociale forte. D'ailleurs, les citoyens français de plein droit n'avaient pas forcément une situation sociale supérieure aux gens de la Métropole. Beaucoup de pieds-noirs étaient pauvres. C'était assez incroyable et paradoxal, d'où la complexité de la situation.

C'est dans ce contexte que va éclater la guerre d'Algérie...

C'est une guerre classiquement anticoloniale, mais aussi une guerre civile. Ce qui explique qu'elle n'avait pas de nom, car comment se faire la guerre à soi-même ?

Après l'indépendance, il va donc y avoir en France un sentiment double de remords et de ressentiment. Remords de la colonisation, des exactions commises (tortures, napalm, déplacements de populations...), mais aussi ressentiment parce que toute une partie de la popula-

tion a le sentiment d'avoir été trahie, abandonnée, incomprise. Pratiquement tous les groupes portant la mémoire de la guerre d'Algérie (soldats appelés du contingent, pieds-noirs, harkis, militaires, immigrés algériens pro-indépendance) ont eu le sentiment d'être incompris. De Gaulle avait dit : « Je vous ai compris » et tous ces groupes ont dit « il n'a rien compris » ou plus exactement « nous sommes des incompris ». Dans ces cas-là, on s'enferme dans une solitude de l'incompris. Et cela représente des millions de personnes.

Cette solitude, pourquoi perdue-t-elle soixante ans après ?

Il y a d'abord une organisation de l'oubli. L'amnésie est construite par l'État qui fait différentes lois d'amnistie (de 1962 à 1982). Cette amnistie fabrique de l'amnésie, car plus personne ne pourra porter plainte. Il n'y aura jamais de procès sur la guerre d'Algérie en France et cela nourrit aussi du ressentiment.

Et puis, il y a une amnésie dans la société elle-même. À la suite de guerres, d'effondrements, de catastrophes ou d'exodes, les gens n'ont pas trop envie de parler. Le travail de deuil se fait dans la solitude. Les gens qui sortent de la guerre ont envie de vivre, travailler, trouver un logement, élever leurs enfants. La société veut vivre, consommer, il y a quelque chose de l'amnésie volontaire.

Histoire reconstruite en Algérie, mémoires éclatées en France

Et la mémoire revient...

On va sortir de cet oubli au début des années 1990, avec les enfants de tous les groupes de mémoire. La mémoire revient en force, mais dans des conditions compliquées parce qu'en même temps, en Algérie, il y a la guerre civile (la « décennie sanglante » face aux groupes islamistes), avec ses extensions en France. Il y a un télescopage des mémoires entre les deux guerres, un désordre. Chaque revendique alors pour lui-même.

Dans les années 2000, avec la reconnaissance de la torture, il y a une tentative de sortie de guerre. Mais on a une situation internationale catastrophique avec la montée de l'islamisme, le durcissement identita-



L'historien Benjamin Stora est spécialiste de l'histoire de l'Algérie et notamment de la guerre d'Algérie.

PHOTO : DANIEL FOURAY, OUEST-FRANCE

re. Cela se concrétise en France par la loi de 2005 de reconnaissance de la « mission civilisatrice de la colonisation ». Et là, ça met le feu aux poudres, tout le monde se replie sur ses positions. On en est resté là. On est passé de l'amnésie à une hypermnésie. Or, ne rien oublier empêche de vivre. Et là on passe à des mémoires qui peuvent devenir dangereuses.

Comment cette mémoire est-elle entretenue en Algérie depuis l'indépendance ?

En Algérie, on a une histoire reconstruite par le pouvoir issu du FLN (Front de libération nationale). Une mémoire reconstruite idéologiquement, avec l'évacuation des leaders historiques du nationalisme algérien comme Messali Hadj et Ferhat

Abbas, mais aussi l'éviction des acteurs de la Révolution elle-même. Dans la mesure où les principaux leaders politiques ne sont plus là, c'est une mémoire à caractère militaire qui va s'imposer. La guerre d'Algérie est considérée comme une victoire militaire, ce qui ne correspond pas à la réalité historique, la victoire algérienne étant essentiellement politico-

diplomatique. La France était isolée au plan politique international. Pour de Gaulle, il fallait sortir de cette situation. Tout le problème des jeunes générations, c'est la réappropriation de l'histoire politique au détriment du militaire.

« C'est un point d'équilibre à trouver »

Vous avez déclaré récemment que l'Algérie doit sortir de la culture de la guerre, mais ne pas oublier que c'est la France qui a colonisé. C'est une condition préalable à un apaisement entre les deux pays ?

C'est un point d'équilibre à trouver. La culture de guerre est du côté algérien dans sa reconstruction post-indépendance. Du côté français, on aborde la question algérienne par sa fin, mais on ne la traite pas par le début, la guerre de conquête, qui n'est pas étudiée. Et pourtant, durant plus de trente ans, elle a été effroyable... La guerre d'Algérie arrive cent ans seulement après. La mémoire algérienne est alors très forte sur les souvenirs de la conquête, avec les enfumades, les déplacements de populations, les razzias, les dépossessions foncières...

En tant qu'historien, comment conciliez-vous votre travail et votre propre mémoire personnelle, vous qui avez dû fuir l'Algérie en 1962, à 12 ans ?

Au début, je l'ai mise à distance et à la fin, je l'ai prise avec moi. Mes derniers livres portent sur ma propre histoire. J'ai une mémoire double, la mémoire ancienne d'une communauté juive depuis l'Antiquité, mais aussi une mémoire d'engagement politique des années 1970. Je travaille avec cette double mémoire, celle de l'engagement à gauche et de la tradition religieuse. Je n'ai jamais rejeté ces deux mémoires. Ça a fabriqué mon identité personnelle et mon métier d'historien. Je travaille sur toutes les mémoires. Ce qui ne signifie pas que je considère que le colonisateur doit être mis sur le même plan que le colonisé.

Recueilli par Frédéric HERVÉ et Stéphane VERNAY.

Benjamin Stora en quelques dates

1950

Naissance le 2 décembre à Constantine, en Algérie, au sein de la communauté juive.

1962

La famille Stora quitte l'Algérie pour rejoindre la Métropole.

1980

Docteur en sociologie depuis 1978, il est membre fondateur du syndicat étudiant UNEF-ID.

1991

Thèse d'État sur l'histoire politique de l'immigration algérienne en France (1922-1962). Docteur en histoire, il enseigne l'histoire du Maghreb et de la colonisation française (Indochine et Afrique).

2021

Auteur d'une trentaine d'ouvrages sur l'histoire de l'Algérie, Benjamin Stora remet, en janvier 2021, au président Macron un rapport intitulé : *Les ques-*



Benjamin Stora et Emmanuel Macron.

PHOTO : CHRISTIAN HARTMANN, REUTERS

tions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie. Dans son rapport, notamment, une trentaine de préconisations pour des initiatives concrètes visant à apaiser les mémoires des deux côtés de la Méditerranée (ouverture des archives aux historiens, reconnaissance de crimes, commémorations, entretien des cimetières européens en Algérie, musée de l'histoire de la France et de l'Algérie...).

« Très difficile de fabriquer du consensus sur la guerre d'Algérie »

Votre rapport a été très critiqué en Algérie, notamment par l'État. Comment l'avez-vous pris ?

C'est difficile à vivre. L'État algérien met la question des excuses comme préalable idéologique à toute discussion. À partir de là, on ne peut aborder aucun sujet. Je crois que c'est par les travaux pratiques que nous avancerons. Pas par des déclarations abstraites ou des excuses à répétition. Ça ne marche pas.

Quelle est la bonne méthode ?

Il faut prendre des initiatives sur des sujets très concrets, hautement symboliques. Les disparus. Combien ? Les essais nucléaires. Combien d'irradiés, y compris parmi les appelés français ? Comment répare-t-on ? Qui gère les archives ?

Vous proposez, par exemple, la restitution des corps des Algériens guillotins en France...

J'espère que des plaques seront posées dans les prisons françaises où ont eu lieu ces exécutions. Il y en a eu quarante-cinq. C'est beaucoup. Je propose aussi que les cimetières européens et juifs d'Algérie soient enfin entretenus. Beaucoup de gens ont été sidérés en découvrant dans mon rapport qu'ils ne l'étaient plus depuis toutes ces années.

Que dites-vous à ceux qui attendent que les Algériens fassent aussi un premier pas ?

On en est là depuis soixante ans... Si on attend que l'autre commence, on ne fera jamais rien ! Il faut faire le premier pas, mesurer l'étendue de ce qui a été accompli et voir ensuite comment on peut en faire un autre.



Un million et demi de jeunes appelés français (comme ici, en 1955) ont été envoyés en Algérie entre 1954 et 1962.

PHOTO : STANISLAS HUTIN

Ensemble. Nos deux pays auraient déjà pu suivre cette méthode des « petits pas » sur les cimetières, les essais nucléaires et les archives. Ils n'ont pas besoin d'être d'accord avec la totalité de mon rapport pour agir.

« Même les dates de commémorations sont éclatées »

L'Occupation a, elle aussi, donné lieu à une guerre civile en France. La réconciliation avec l'Allemagne a été rapide. Pourquoi pas avec l'Algérie ?

Parce que de Gaulle a raté en 1962 ce qu'il avait réussi en 1945. Il a réussi à fabriquer du consensus en 1945 en révoquant que la France n'était pas représentée par Vichy. Ses amnisties

ont fonctionné et la collaboration a été occultée jusque dans les années 1970.

Qu'est-ce qui n'a pas marché en 1962 ?

L'unité nationale autour de la question algérienne a vite volé en éclat. Charles de Gaulle a réussi à faire oublier l'Algérie entre 1962 et 1968 grâce à ses prises de position tiers-mondistes. Ses discours de Phnom Penh, de Mexico ou de Québec l'ont fait apparaître comme un décolonisateur, partisan de la libération des peuples, ce qui est quand même exceptionnel... Il a donné le sentiment aux Français que le pays était toujours une grande puissance mondiale. Mais il n'a pas construit de consensus national. C'est très difficile, encore aujourd'hui, de fabriquer du consensus sur la guerre d'Algérie.

Avec quelles conséquences ?

Cette absence de consensus nous a empêchés d'unifier la mémoire autour de l'Algérie. Même les dates des commémorations sont éclatées ! Les immigrés ont le 17 octobre 1961 ; les anciens appelés de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie (Fnaca) le 19 mars 1962, mais pas les anciens combattants de l'UNC ; les pieds-noirs se souviennent de la fusillade de la rue d'Istly le 26 mars 1962 ; et des disparus d'Oran du 5 juillet...

Pourrait-on enseigner un jour la guerre de la même façon en France et en Algérie ?

Je ne crois pas qu'on puisse bâtir un récit commun, nos imaginaires nationalistes sont trop opposés. Et fragmentés, y compris chez nous. Certains refusent encore de reconnaître l'injustice du fait colonial, d'autres nient la dimension anticoloniale du pays. Clemenceau et Jaurès dès la fin du XIX^e siècle, ou les communistes et certains socialistes, autrefois très puissants, ont toujours refusé le système colonial.

Et sur les chiffres ? Parviendrons-nous à accorder nos bilans ?

Non plus ! Ils sont devenus un enjeu mémoriel extraordinaire, des deux côtés de la Méditerranée. Donc un enjeu politique. Les Algériens en sont à un million et demi de « martyrs », alors que la plupart des historiens les estiment entre 300 000 et 400 000 morts... C'est délirant. Et ça gêne considérablement le travail de mémoire et d'histoire. C'est une évidence.

Recueilli par F. H. et S. V.

Le hors-série Ouest-France sort le 24 février

Ouest-France publie, à l'occasion des soixante ans des accords d'Évian mettant fin à la guerre d'Algérie, un hors-série revenant sur l'histoire commune de la France et de l'Algérie et les initiatives pour apaiser les mémoires des deux côtés de la Méditerranée. Imprimé à 25 000 exemplaires, ce hors-série intitulé *France et Algérie : comprendre l'histoire, apaiser les mémoires* est disponible à partir du 24 février dans les points de vente habituels et sur le site : editions.ouest-france.fr (112 pages, 7,90 €).



PHOTO : OUEST-FRANCE